



**Groupe des élu-e-s au Conseil
régional de Bretagne**

Strollad dilennidi e Kuzul rannvro Breizh

Session du Conseil régional de Bretagne des 2, 3 et 4 février 2012

Débat de politique générale

Intervention de René Louail pour Europe Écologie Les Verts Bretagne

Cette session, la plus importante de ce début d'année 2012, sur le budget, s'ouvre dans un contexte de grandes incertitudes. Incertitudes pour les personnes aux revenus modestes qui seront encore un peu plus frappées par l'application d'une augmentation antisociale de la TVA. Incertitudes pour les PME et les collectivités locales qui paient aujourd'hui les résultats de cinq années d'une présidence construite autour de quelques slogans, « Travailler plus pour gagner plus », « bouclier fiscal », « non emplacement d'un fonctionnaire sur deux ». Slogans qui ont forgé une politique fiscale néo-libérale, inégalitaire, et qui a creusé les déficits.

Les choix politiques de l'équipe Sarkozy nous plongent jours après jours dans une situation de chaos. La dette avoisine les 1 700 milliards d'euros, soit plus de 100 milliards de déficit chaque année depuis 2007. Nous perdons le fameux triple A, et l'on nous dit aujourd'hui que cette dégradation n'impactera pas notre économie. Pourtant, nous n'oublions pas qu'hier les mêmes justifiaient la contre réforme des retraites au nom du maintien de ce « trésor national » que constituerait cette notation. **Nous retiendrons donc que Nicolas Sarkozy n'aura passé le pendentif doré du triple A autour du coup de Marianne que pour mieux pouvoir l'étouffer.**

Plutôt que d'assumer ses échecs, la présidence de la République reporte le coût de ses dettes sur les plus pauvres. Pas un jour sans que nous n'entendions la rengaine infernale pour nous culpabiliser un peu plus: « Nous vivons au dessus de nos moyens », « Il faut plus de rigueur », jusqu'aux invectives les plus nauséabondes qui laissent entendre qu'un repli de la France sur elle-même serait l'une des solutions aux crises que nous vivons.

La stratégie du « diviser pour mieux régner » du président « absolu » n'a qu'une vocation : mieux cacher sous le tapis les débris de la casse du modèle social français.

On en oublierait presque que si les déficits et la dette ont flambé, ce n'est pas du fait d'une envolée des dépenses, mais bien à cause d'une réduction des recettes. Le manque à gagner annuel dû aux exonérations et baisses d'impôts consenties dans les années 2000 est chiffré par Gilles Carrez, député UMP et rapporteur du budget, à plus de 100 milliards d'euros. La réforme fiscale annoncée dernièrement n'épongera pas la dette et les intérêts versés en 2011 aux rentiers - ceux-là mêmes qui ont bénéficié des baisses d'impôts - se montent à 50 milliards d'euros.

Cette dette est celle de la finance et du néolibéralisme, pas des assurés sociaux ni des citoyens !

Pourtant, un troisième plan de rigueur est en gestation et il atteindra encore une fois les plus modestes. Dans le même temps, les initiateurs de la crise, les tenants d'une économie financière sans foi ni loi, se portent à merveille et les principaux soucis des actionnaires du CAC 40 sont aujourd'hui de légitimer auprès des Français-es, et ce à quelques mois d'une élection présidentielle, les super profits de l'année 2011 qui atteignent la modique somme de 36,7 milliards d'euros. **Il leur faudra aussi expliquer que, pour l'année 2012, ceux-ci devraient atteindre près de 42 milliards d'euros, soit un revenu supérieur à l'ensemble du budget des régions de France réunies !**

L'Union Européenne aurait du être un puissant levier de solidarité entre nos territoires et leurs peuples. Or, nos dirigeants n'ont su faire qu'une seule chose : démontrer les limites d'une Europe des États Nations, ou chacun défend d'abord son pré-carré. L'absence de gouvernance économique à l'échelle de l'Union Européenne crée des situations ubuesques contraignant, par exemple, les États à emprunter au prix fort sur les marchés financiers plutôt qu'auprès de la Banque Centrale Européenne à des taux d'intérêt attractifs. Elle freine la mise en œuvre d'une taxe européenne sur les transactions financières qui pourrait être affectée au remboursement de la dette.

Aux eurosceptiques de gauche comme de droite nous le disons, c'est bien aux acteurs financiers que profitent les carences de la gouvernance européenne.

Cette situation d'injustice insupportable appelle à une « insurrection démocratique » et l'inquiétant bruit de bottes qui nous vient de Hongrie nous le rappelle : il est urgent de relancer le rêve d'une Europe Fédérale, d'une Europe des peuples, de la solidarité, de l'égalité et de la justice sociale.

Ce nouveau projet européen devra être structurée autour de régions fortes.

Alors que l'État impose ses prérogatives, étouffe les territoires et tue leurs capacités d'actions au service des habitant-e-s, l'amendement co-porté par le député écologiste François de Rugy ouvre de nouvelles perspectives. Celle d'une Bretagne réunie bien sûr, et nous n'accepterons aucune entrave au processus historique qui s'ouvre aujourd'hui, mais aussi celle d'une remise à plat de la réforme des collectivités territoriales qui permette de libérer l'énergie de nos territoires, en dotant les régions d'une véritable capacité d'action politique autonome. **Une Bretagne affirmée ne sera telle qu'avec de vrais pouvoirs et de réels moyens.**

Cette grande Réforme territoriale souhaitée doit être couplée d'une réforme fiscale juste et à la hauteur des enjeux. C'est l'articulation de ces deux réformes d'ampleur qui nous permettra d'engager rapidement la métamorphose du modèle agricole breton, le déploiement des éco-activités, des énergies renouvelables, de l'éco-habitat, d'accompagner la mutation des secteurs en difficulté tel l'automobile, d'accompagner la diversification des activités des chantiers navals... **En somme, de maintenir et créer de nouveaux emplois pour nos territoires.**

Un nouveau souffle se fait plus que jamais attendre.

Pour agir nous devons avoir les mains libres. Le système institutionnel actuel est nécrosé et mortifère :

- Lorsque sous couvert de monopole public, le CSTB, structure financée par le lobby des industries de la construction a empêché toutes les innovations, au point que les seuls éco-matériaux certifiés fabriqués en France, le sont sous brevets étrangers.
- Lorsque les petits projets en énergie renouvelables vivent la croix et la bannière pour aboutir quand, par contre, un appel à projet par milliards connaît déjà ses vainqueurs avant même le dépôt des dossiers, faisant obligation pour toutes les PME pionnières de se laisser absorber par les géants du secteur ou de disparaître.
- Lorsqu'il faut quatre ans à France Énergie Marine pour obtenir 50 millions d'euros quand deux EPR en auront, dans la même période, gaspillés de 7 à 14 milliards.

Cette France des coquins et des copains, cette France des connivences, nous voulons la reléguer au second plan au profit d'un pouvoir décisionnel régionalisé.

Nous avons besoin d'un État impartial, qui garantisse les droits sociaux, qui impulse les dynamiques territoriales, qui régule et domine la finance. Mais il ne doit plus avoir le droit d'intervenir pour empêcher les dynamiques de progrès écologique et social.

Ironiquement sans doute, l'analyse de Standards & Poor's qui accompagne la dégradation de la note française précise : « nous croyons que l'austérité budgétaire seule est vouée à l'échec ». Oui l'austérité généralisée en Europe nous mène dans le mur.

Pour lutter contre les crises, faisons le pari d'un *new deal* fiscal, environnemental et social. Investissons en faveur de la solidarité, de la jeunesse, de la santé, de l'éducation, en faveur d'une économie d'avenir, créatrice d'emplois, qui œuvre dans le sens de l'intérêt général et de la protection de notre environnement.

Ce *new deal* écologique et social, nous pouvons l'amorcer ici et maintenant !

Si notre budget est contraint, **en réorientant certains engagements financiers qui relèvent du passé, en osant l'innovation et l'expérimentation, nous pouvons faire de la Bretagne un laboratoire du changement.** C'est l'esprit des propositions que nous avons portées en amont de cette session, espérant que puisse s'engager un dialogue constructif avec l'exécutif régional. Car au delà des clivages, nous savons qu'il y a urgence à agir. En effet, il ne se passe pas un jour sans que de nouvelles études confirment la réalité des atteintes à la biodiversité ou du changement climatique.

En juin prochain, se tiendra au Brésil le sommet Rio+20.

Vingt ans depuis le premier sommet de Rio... et pourtant l'écologie reste un sujet dont on ne parle que devant l'électorat écologiste en espérant récolter ses voix. **Vingt ans que l'écologie est dans tous les discours quand les actes, eux, se font toujours attendre.**